

En collaboration
avec:



Expérience d'apprentissage en direct: *Au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie de COVID-19*

Innovation, proximité et solidarité: le développement économique local comme réponse immédiate

Rapport et Note d'apprentissage

30 Avril, 2020





Lancées conjointement par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Metropolis et ONU-Habitat le 25 mars 2020, les sessions virtuelles "**Expériences d'apprentissage en direct #BeyondTheOutbreak**" ont pour objectif de réunir les gouvernements locaux et régionaux, ses associations et organisations partenaires afin de promouvoir un échange d'expériences constructif permettant de faire face à la crise du COVID-19 tout en maintenant la continuité des services publics dans leurs villes et territoires. A la suite des premières réunions, la **dixième LLE thématique** s'est déroulée le 30 avril 2020, dédiée à la **promotion d'une réflexion collective sur le développement économique local et la régénération de l'emploi pendant et après la crise.**

Les efforts des gouvernements locaux et régionaux dans la promotion d'un développement économique local durable et inclusif

La crise sanitaire et de santé provoquée par l'apparition du virus COVID-19 a toujours des effets imprévisibles mais certainement graves sur l'économie et l'emploi dans le monde. Le monde est dans une situation de paralysie, tant au niveau de l'offre que de la demande de services et de produits, ce qui engendre un cercle pervers dans toute l'activité économique, mettant en danger le maintien des emplois et des entreprises.

Bien que la gestion de la crise corresponde fondamentalement aux États, l'impact sur l'emploi et l'activité économique se manifeste au niveau local, et c'est la raison pour laquelle les gouvernements locaux cherchent des mécanismes pour pallier, d'abord, puis pour promouvoir la génération d'activité et la croissance économique, sociale et environnementale.

Le rôle des collectivités locales et régionales en tant qu'acteur innovant clé pour stimuler le maintien et la relance des systèmes de développement économique local est fondamental dans ce contexte.

Les instruments utilisés par le développement économique local pour gérer les politiques visant à la cohésion sociale dans les territoires établissent des canaux de participation pour la conception de plans d'action territoriaux. La responsabilité et l'engagement pris par les acteurs du territoire déterminent l'efficacité des mesures adoptées. Le rôle des acteurs au niveau infranational est à son tour essentiel pour relier et assurer la cohérence des mesures mises en œuvre localement avec les





politiques nationales et mondiales dans le cadre de la gouvernance à multiples niveaux.

A travers cette expérience, CGLU et ONU-Habitat confirment l'importance de la question du développement économique et de l'emploi dans l'agenda local, et la pertinence des échanges entre leurs responsables locaux, pendant la pandémie et dans la phase de reprise. En ce sens, la Commission du développement économique et social local de CGLU offre une bonne plateforme pour l'échange de pratiques, pour accroître la défense des intérêts au niveau international et pour approfondir la recherche sur les politiques de développement économique local durables, équitables et inclusives dans le monde. Dans ce contexte, l'activité développée dans le cadre de l'organisation du processus des **Forums Mondiaux du développement économique local** revêt une importance particulière.

CGLU, ONU-Habitat, Metropolis et la Commission du Développement Économique et social local de CGLU ont travaillé sur cette session avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Réseau Mondial des Régions (ORU-FOGAR) et le Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI), dans le cadre du forum mondial. Le Forum s'inscrit dans un processus de travail continu qui vise à faciliter le dialogue et à promouvoir les échanges sur le développement économique local entre un grand nombre d'acteurs. Il cherche également à encourager des propositions concrètes de coopération et à promouvoir des actions communes qui peuvent contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable au niveau local.

L'expansion virulente de cette crise et son manque de synchronisation pourraient prolonger un scénario qui rend difficile une sortie globale et dont l'impact se reflète dans les activités commerciales, l'emploi et la mobilité humaine. Les estimations mondiales de l'OIT au 29 avril indiquent que le temps de travail mondial diminuera de 10,5 % au cours du deuxième trimestre 2020, ce qui équivaut à 305 millions d'emplois à temps plein. Le décompte final des pertes d'emploi annuelles en 2020 dépendra de manière cruciale de l'évolution de la pandémie et des mesures prises pour en atténuer l'impact.

Les gouvernements locaux sont essentiels pour la mise en œuvre des politiques locales de relance économique et de promotion de l'emploi, en coordination avec le reste des agents sociaux publics et privés et des agents de gestion des connaissances sur le territoire.

Les représentants locaux et régionaux suivants ont contribué à la session : **Njabulo Sithebe**, conseiller économique spécial auprès du Premier ministre de la région de





Gauteng, **Dave Smith**, chef de la région de la ville de Sheffield, **Carolina Duran**, secrétaire au développement économique de la municipalité de Bogotá, **Onur Eryüce**, conseiller du maire de la municipalité métropolitaine d'Izmir, **Darko Mrvaljevic**, conseiller de la municipalité de Danilovgrad, **Juan Espadas**, le Maire de Séville, **Victor Everhardt**, le vice-maire d'Amsterdam, **Garth Frizell**, conseiller de Prince George et vice-président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), **Mohamed Sefiani**, maire de Chefchaouen et président du Forum des villes intermédiaires de CGLU, **Laxmi Karkhadkar**, maire de Panchgani, **Josep Mayoral**, maire de Granollers et **Elvira Dolotkazina**, vice-maire de Nizhnekamsk.

Impact et défis de l'épidémie sur l'économie locale et l'emploi face à l'épidémie

Comment la crise de la santé et de la sécurité affecte-t-elle l'activité économique et l'emploi dans les territoires locaux? Comment la perte de revenus des travailleurs, des indépendants et des petites entreprises peut-elle être atténuée afin qu'elle n'entraîne pas l'exclusion sociale de ces personnes et de ces groupes? L'expérience d'apprentissage en direct sur le développement économique local durable a été inaugurée par la secrétaire générale de CGLU, **Emilia Saiz**, qui a souligné l'importance du développement économique local à l'ère du COVID et la nécessité de repenser le modèle économique basé sur les petites entreprises locales, le soutien mutuel entre les villes et l'utilisation du potentiel de chacun des territoires, en misant sur des modèles économiques diversifiés.

La directrice exécutive d'ONU-Habitat, **Maimunah Mohd Sharif**, a rappelé que le développement économique local n'est pas seulement une question d'économie, mais doit se focaliser sur la citoyenneté. Elle a en outre indiqué que cela devrait être l'engagement de tous les dirigeants municipaux et de l'ensemble des citoyens, face aux pertes d'emplois massives et à l'impact important sur l'économie mondiale que cette crise provoque.

En accord avec la directrice exécutive d'ONU-Habitat, le directeur du département de la politique de l'emploi de l'OIT, Sangheon Lee, a rendu publiques les données de la troisième édition de l'observatoire de l'OIT, qui estime à 10,5 % la diminution des heures de travail par rapport au dernier trimestre avant la crise, pour le deuxième trimestre 2020. Selon l'Organisation internationale du travail, deux facteurs fondamentaux contribuent à l'aggravation de la crise par rapport aux estimations faites au début: la prolongation et l'extension des mesures de confinement strictes dans de nombreux pays où celles-ci étaient déjà appliquées et l'ajout d'autres pays ayant des mesures de confinement plus strictes, notamment la fermeture obligatoire des lieux de travail.





Sangheon Lee partageait en outre les quatre piliers de l'OIT pour lutter contre la pandémie: fournir et activer un soutien financier à des secteurs spécifiques, y compris le secteur de la santé, étendre la protection sociale à tous les individus, mettre en œuvre des mesures de maintien de l'emploi et fournir un soutien financier aux entreprises. En outre, il a fait hincapié sur la nécessité de protéger les travailleurs sur le lieu de travail, d'élargir l'accès aux congés payés et d'utiliser le dialogue social par le biais des institutions et des processus de négociation collective et de relations industrielles. Comme l'a rappelé Emilia Saiz, le dialogue social et la coordination entre les secteurs formel et informel pour renforcer la fourniture de services publics deviennent de plus en plus importants.

Les collectivités locales et régionales ont un rôle clé à jouer dans la conduite et la coordination des efforts des différents acteurs pour maintenir ou réactiver les systèmes de développement économique local. Cela peut permettre de relier des mesures d'atténuation et de compensation uniques dans le cadre de réponses territoriales intégrées et de trajectoires de relance socio-économique plus stratégiques et tournées vers l'avenir pour "reconstruire en mieux" d'une manière plus inclusive et durable.

Emilio Rabasco Jiménez, directeur de programme au Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale (FAMSI) et coordinateur du secrétariat technique de la Commission du Développement Économique et social local, a identifié les principaux défis susceptibles de remettre en cause les modèles d'économies locales, en appelant les participants à mettre en évidence l'impact de la pandémie sur eux et les défis auxquels sont confrontés les différents territoires représentés dans la session.

La voracité de la crise actuelle, comme il a été noté précédemment, frappe des territoires qui souffraient déjà d'une situation fragile en matière d'offre d'emploi et accentue les besoins des communautés les plus exposées en matière d'accès aux services de base. C'est le cas de la région du Gauteng (Afrique du Sud - la région abrite entre autres les villes de Johannesburg et la capitale Pretoria/Thswane et est considérée comme le moteur économique de l'Afrique du Sud). La perte d'emplois résultant de COVID-19 se reflète dans toute la région de l'Afrique australe, qui reçoit des transferts de fonds de la région du Gauteng. Le conseiller économique spécial du Premier ministre de la région du Gauteng, **Njabulo Sithebe**, a présenté les mesures de relance économique et sociale de la région, qui comprennent un soutien aux personnes pendant la période post-fermeture et une aide pour accéder à de nouveaux marchés. Recordé également que Johannesburg est l'une des villes les plus inégales et que la pandémie expose des zones faibles, comme les habitants des villes qui n'ont nulle part où vivre. Il a donc identifié comme priorité la promotion d'un programme





d'infrastructure ambitieux (dans les zones d'habitat informel) pour assurer la sécurité alimentaire et l'emploi de ses citoyens, surtout en cette période.

Dave Smith, directeur de la ville-région de Sheffield, au cœur industriel du Royaume-Uni, a également voulu mettre l'accent sur le maintien des entreprises comme principal défi. Soulignant les disparités entre les régions du Royaume-Uni et aussi entre les différents groupes de population, comme les femmes et les jeunes qui pourraient être plus touchés par le chômage, il a rappelé l'expérience de la précédente crise financière. Dans la région de Sheffield, qui entrerait dans la crise et qui était encore affectée par l'impact social le plus profond et le plus durable dans certains domaines, le fossé des inégalités et la différence des chances se sont aggravés. M. Smith a souligné le besoin prioritaire d'un leadership collaboratif entre les gouvernements nationaux et locaux pour une reprise coordonnée qui minimise le risque d'une rupture de la cohésion.

L'exemple de Bogota a apporté une réponse à la directrice exécutive d'ONU-Habitat: la plupart des emplois dans les services essentiels, qui se trouvent à leur tour dans l'économie informelle, sont occupés par des femmes, et le risque existe de voir se creuser l'écart entre les sexes étant donné ce lien avec l'économie informelle. Le travail dans l'économie informelle signifie que les femmes n'ont pas de prestations sociales ni de garanties d'emploi, ce qui les expose davantage aux risques dans les contextes de crise. Ce défi a été partagé par Bogota, dont la secrétaire au développement économique, **Carolina Durán**, a évoqué la difficulté supplémentaire d'élaborer des politiques pour ce pourcentage élevé de la population qui est invisible et a présenté la stratégie pour atténuer l'impact de COVID-19 dans sa ville.

Notamment par le biais du programme Bogotá Solidaria en Casa, qui comprend des transferts d'argent liquide pour les plus démunis ainsi que la réactivation du système économique pour garantir l'emploi dans la période actuelle et les suivantes.

Il est essentiel de réfléchir aux réponses possibles, tant dans l'immédiat qu'à moyen terme, sur la base d'un échange de connaissances et d'expériences. Garantir des services de base aux chômeurs ou aux personnes ayant un emploi précaire, rouvrir les débats tels que le revenu de base au niveau national, impliquer les personnes en tant que protagonistes dans leurs communautés, encourager l'activité des travailleurs indépendants et promouvoir des modèles économiques et de production plus diversifiés, plus résistants et plus durables. De nombreuses villes ont vu dans la pandémie la nécessité de repenser les modèles de production et de consommation.

Concernant l'économie sociale et solidaire, **Lawrence Kwark**, secrétaire général du GSEF (Forum mondial de l'économie solidaire) a partagé le cas du gouvernement





métropolitain de Séoul, qui a mis en place des mesures pour minimiser l'impact de COVID-19 sur l'économie locale et pour soutenir efficacement les PME afin de surmonter l'impact économique de la pandémie COVID-19. Il a souligné la distribution d'un fonds d'urgence pour les PME dans les secteurs les plus touchés et l'émission du "Seoul Neighbourhood Mobile Voucher" à un taux d'escompte de 20%, en plus de stimuler la demande dans l'économie locale. En outre, une part importante du budget annuel sera affectée à l'exécution des contrats plus tôt ou à des processus de passation de marchés beaucoup plus rapides. Les ressources seront transférées au secteur privé pour la revitalisation de l'économie locale.

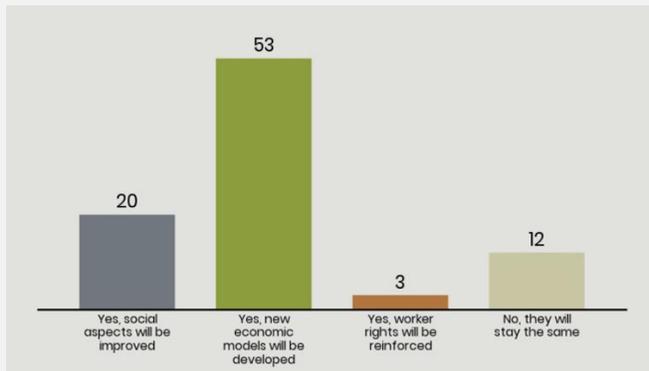
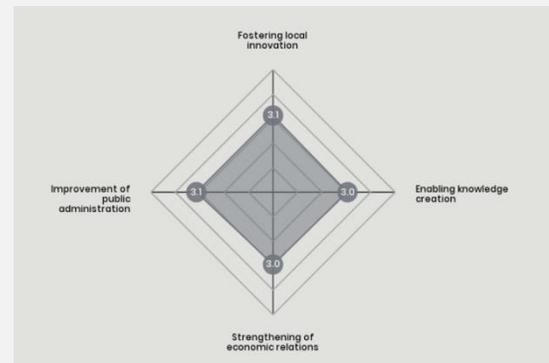
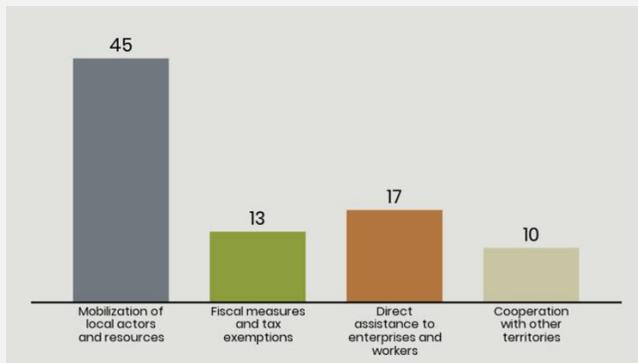
La municipalité de Danilovgrad a également mis en œuvre des mesures d'allégement fiscal, réduisant les impôts de nombreuses entreprises grâce à un soutien financier supplémentaire et à des interventions locales sur mesure. **Darko Mrvaljevic**, conseiller municipal, a souligné la solidarité entre les secteurs public et privé, la réduction volontaire des salaires du personnel local, la fourniture de médicaments de la Croix-Rouge et le transfert financier aux populations vulnérables, ainsi que d'autres mesures innovantes et immédiates au niveau local.

Onur Eryüce, conseiller du maire de la municipalité métropolitaine d'Izmir (Turquie), a évoqué les visions qui constituent la réponse organisée de son gouvernement local, notamment le soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation, l'agriculture par le biais de coopératives et les corporations municipales qui visent à stimuler l'activité économique. Il a également souligné l'importance de raccourcir la chaîne d'approvisionnement et de développer l'innovation et la numérisation pour rendre l'agriculture plus efficace afin d'assurer l'autosuffisance de la ville et la sécurité alimentaire à l'avenir.

En résumé, la section sur les pratiques politiques a montré que le développement économique local est confronté au grand défi de répondre à la dépendance à l'égard de modèles économiques non diversifiés à notre époque. Des modèles qui, à leur tour, montrent une grande dépendance à l'égard du secteur informel, avec des conditions de travail précaires pour de nombreux travailleurs, une forte augmentation de la pauvreté dans les villes et un lien étroit avec la fragilité de l'offre d'emploi.

La consultation en direct qui a suivi avec près de 200 participants a contribué à la réflexion sur les questions fondamentales qui vont changer en raison de la crise actuelle et a ouvert la voie au dialogue entre les élus est un deuxième espace, aboutissant à:





- La mobilisation des ressources et des acteurs locaux a été soulignée par les participants comme la mesure mise en œuvre par les gouvernements locaux et régionaux avec le plus de succès sur les mesures fiscales, l'aide aux petites et moyennes entreprises et la coopération avec d'autres territoires (voir image 1: mesures à succès).
- Concernant les principaux avantages de la collaboration entre les gouvernements locaux et régionaux, les participants ont accordé une valeur similaire à la promotion de l'innovation sociale, à la facilitation de la création de connaissances sur le territoire, au renforcement des relations économiques et à l'amélioration des entreprises publiques elles-mêmes (voir image 2: avantages de la coopération).
- Interrogés sur l'éventuel changement des priorités de développement économique local à la suite de l'épidémie de COVID-19, la plupart des répondants ont déclaré que de nouveaux modèles économiques étaient





susceptibles d'être développés, par rapport à ceux qui prévoyaient l'amélioration des aspects sociaux, le renforcement des droits des travailleurs et ceux qui pensaient qu'il n'y aurait pas de changement à cet égard (voir figure 3: changements dans les priorités du DEL).

En bref, l'exercice de consultation a révélé comme points communs que "la protection de ceux qui souffrent le plus, la protection des emplois et l'importance de la solidarité et de l'aide internationale sont essentielles pour répondre à l'épidémie et au-delà", Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU.

Le renforcement des LRG dans la mise en œuvre des politiques visant à stimuler l'activité économique et l'emploi

En donnant une continuité à cette consultation, les représentants locaux et régionaux ont partagé les initiatives mises en œuvre dans les différents territoires, en promouvant le développement économique local durable comme un outil de progrès au-delà du contexte de crise.

Le maire de Séville, **Juan Espadas**, a expliqué l'opportunité de mettre en œuvre des mesures adaptées à chaque secteur et territoire. Et comment les gouvernements locaux ont maintenant la responsabilité de s'engager à délocaliser pour réduire le chômage et la fermeture d'entreprises à court terme, de travailler à la création d'emplois plus proches des consommateurs et de réduire l'empreinte écologique à l'avenir, avec l'Agenda 2030 comme cadre. Il a également souligné la nécessité d'envisager un changement de modèle, en réévaluant l'économie informelle comprise comme un nouveau processus d'innovation sociale et de mise en réseau entre les acteurs publics et privés.

Los gobiernos locales son potencialmente excelentes mediadores para la proyección de su desarrollo y del empleo a través de la acción internacional y la cooperación con otros territorios, potenciando fórmulas más sostenibles y colaborativas. **La economía social y solidaria, economía circular, el apoyo a micropymes y pymes, se erigen como las mejores vías para la generación de empleo digno en un marco de sostenibilidad.** Y en este sentido, la Agenda Global constituye una hoja de ruta muy válida en esta empresa, como se detalla en el [Decálogo para la era posterior a COVID-19](#), para enmarcar las medidas de transformación implementadas.

Les gouvernements locaux sont potentiellement d'excellents médiateurs pour la projection de leur développement et de leur emploi par l'action internationale et la coopération avec d'autres territoires, en promouvant des formules plus durables et





collaboratives. L'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire, le soutien aux micro et PME, s'imposent comme les meilleurs moyens de générer des emplois décents dans un cadre de durabilité. Et en ce sens, l'Agenda global est une feuille de route très valable pour cette entreprise, comme le précise le [Décalogue de CGLU pour l'après COVID-19](#), pour encadrer les mesures de transformation mises en œuvre.

Amsterdam est un bon exemple de ville à la recherche de la meilleure reconstruction possible. Dans la capitale néerlandaise, ils envisagent d'utiliser le modèle du beignet afin de parvenir à une économie entièrement circulaire dans la ville d'ici 2050. Dans cet espace de dialogue entre élu, **Victor Everhardt**, adjoint au maire d'Amsterdam, a présenté les solutions concrètes développées dans sa ville. Grâce à des mesures d'incitation qui facilitent la relation entre les employés et les employeurs, l'innovation dans les nouvelles entreprises, les ressources énergétiques et la reconversion des emplois. Il a également illustré l'idée de la "société à 1,5 mètre", en prédisant à quoi ressemblera la nouvelle normalité après l'urgence et a réaffirmé la nécessité de renforcer le rôle de la coopération et de l'aide mutuelle.

Également du Canada, **Garth Frizell**, conseiller de Prince George's et vice-président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), qui coordonne la Commission du DEL avec le FMSI, a décrit comment la FCM soutient les travailleurs municipaux, grâce à des cours de formation en ligne, et cherche des moyens d'aider les gouvernements locaux à préparer des cours et des projets et à contribuer aux programmes de développement économique local. En plus du rôle intéressant d'une initiative qui rassemble un groupe de 9 agences de développement liées à la ville et en coordination avec l'université pour la création d'un centre pour l'entrepreneuriat. Le soutien aux petites et moyennes entreprises est également une priorité essentielle pour la FCM.

D'autres territoires aussi éloignés que Chefchaouen et Panchgani (Maroc et Inde), ont coïncidé en soulevant la question de la spécialisation excessive de certains modèles économiques. Ces deux villes, comme beaucoup d'autres, sont fortement dépendantes du secteur du tourisme et ont besoin d'une meilleure intégration de l'économie informelle et d'alliances à différents niveaux pour une reprise diversifiée, équitable, dynamique et durable. "Nous devons reconsidérer le plan et les priorités doivent changer, nous devons renforcer les actions de transformation écologique pour la dynamisation de l'économie locale", **Mohamed Sefiani**, Maire de Chefchaouen et Président du Forum des Villes Intermédiaires de CGLU. La maire de Panchgani, **Laxmi Karkhadkar**, a souligné le soutien aux coopératives et aux travailleurs locaux face à la montée des multinationales, qui sont des employeurs très importants en Inde et dans sa ville.





D'autres mesures axées sur la création d'emplois ont été présentées par **Josep Mayoral**, maire de Granollers, et Elvira Dolotkazina, maire adjoint de Nizhnekamsk. Le premier a abordé un double programme de relance de la ville, avec un "plan de choc" économique à court terme pour atténuer les pires effets, en soutenant les secteurs les plus touchés, en promouvant la transformation numérique et un engagement en faveur de l'économie circulaire et de la culture. Il a également présenté un "pacte de la ville" à long terme entre toutes les parties prenantes afin de reconstruire l'identité de la ville, dans lequel il revendique la ville comme un espace social et politique doté d'une identité. La maire adjointe de Russie a évoqué les efforts de son gouvernement pour sauver des emplois, notamment un centre de développement de l'esprit d'entreprise pour aider les petites et moyennes entreprises pendant l'épidémie, et la fourniture d'équipements de protection individuelle aux entreprises locales.

Conclusions et enseignements tirés jusqu'à présent: le développement économique local durable pendant la crise et au-delà

1. Perte d'emplois et de moyens de subsistance : la nécessité de s'occuper en particulier des plus vulnérables

Les micro et petites entreprises, les travailleurs agricoles, les acteurs de l'économie informelle qui représentent 60 % de la main-d'œuvre mondiale, les réfugiés et les migrants sont particulièrement confrontés aux conséquences perverses de cette crise. Un **impact massif sur la vie des communautés urbaines et des populations marginalisées est attendu**, en particulier dans les zones urbaines informelles pauvres et densément peuplées et dans les bidonvilles où habitent plus d'un milliard de personnes.

Cela a un impact énorme sur l'inégalité entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, en accentuant les différences d'accès aux services, aux possibilités d'emploi et de revenu, et en élargissant les limites et la profondeur de l'exclusion et de la marginalisation multidimensionnelles.

Au-delà des effets au niveau des individus et des ménages, ces **effets sont particulièrement perturbateurs pour les communautés locales**, exerçant une pression sur le capital social et la cohésion juste au moment où ils constituent un atout essentiel pour renforcer la résilience et l'efficacité de la réponse.





2. Des approches véritablement "transformatrices" sont la voie vers une meilleure reconstruction

Il est nécessaire d'aller vers une revitalisation et de renforcer la résilience des économies locales grâce à des processus de reprise qui soient inclusifs et durables. Cela nécessite une combinaison - et dans une certaine mesure un changement de paradigme - de politiques macroéconomiques et de mesures individuelles pour soutenir la durabilité des entreprises et des revenus, avec un ensemble de stratégies, de politiques et de mesures intégrées qui sont conçues et mises en œuvre au niveau territorial. En d'autres termes, il est essentiel de **régénérer et de préserver les conditions des systèmes locaux afin de débloquer et d'orienter les ressources et les capacités locales vers des voies de redressement durables.**

Les collectivités locales et régionales, aujourd'hui à la pointe du soutien et de la régularisation des entreprises, ont un rôle indéniable à jouer dans la relance des systèmes de développement économique local, par des mesures d'atténuation et de compensation immédiates, et dans la promotion de trajectoires de relance socio-économique plus stratégiques et tournées vers l'avenir.

3. Le modèle économique peut changer

Le moment de la reprise crée une **opportunité d'appliquer une diversité de modèles et de pratiques économiques alternatifs**, tels que l'économie verte et circulaire, ainsi que des solutions d'innovation sociale et technologique pour permettre la stabilisation de la chaîne d'approvisionnement; l'adaptation/réorientation et la délocalisation de la production. Des solutions basées sur la nature de **la transition vers une économie plus saine et plus efficace en termes de ressources, des modes de consommation et de production durables** ancrés dans les chaînes de valeur locales et, encore une fois, un soutien aux jeunes, aux femmes et aux partenaires sociaux en matière d'entrepreneuriat et d'innovation sociale.

4. Des communautés locales et urbaines résilientes doivent être au centre des efforts de redressement

Cela devrait se faire en impliquant une diversité de parties prenantes locales dans le développement et la mise en œuvre de **stratégies et de solutions intégrées, dirigées par la communauté**, qui peuvent faire partie d'une réponse politique et programmatique cohérente dans des cadres de gouvernance à plusieurs niveaux. Le dialogue social, la participation démocratique et civique, le renforcement des institutions locales et des cadres juridiques sont également essentiels à l'instauration





d'un climat de confiance qui servira de base à la cohésion sociale et à un contrat social renouvelé pour faire face aux conséquences de la crise. Dans ce processus, le **soutien des services publics et des investissements publics** (provenant de sources locales, nationales et internationales), ainsi que le **dialogue social** qui permet la définition conjointe de solutions et leur mise en œuvre, seront essentiels.

5. Le processus du Forum mondial du développement économique local connaît un nouveau potentiel

La participation conjointe de CGLU et du FAMSI, ainsi que du PNUD, de l'OIT et de l'ORU FOGAR à ce forum est un processus à long terme basé sur un réseau unique de partenariats qui transcende les mandats des parties prenantes et les niveaux de gouvernance et **relie le dialogue politique mondial aux actions basées sur le partenariat au niveau local.**

Dans les circonstances actuelles, ce cadre offre la possibilité de donner un plus grand élan et d'extraire une nouvelle valeur de ce projet, en s'appuyant sur les réflexions passées qui ont contribué à positionner et à déplacer les limites du **développement économique local comme une approche clé reconnue pour localiser l'Agenda 2030**; et en même temps **à réorienter un processus de dialogue mondial pour relever les défis actuels de la réponse à la crise.** Il prévoit également de nouveaux moyens (tels que des plateformes virtuelles) pour catalyser les échanges, les synergies et la coopération dans un scénario en évolution rapide.

Les participants à l'événement ont tenu à attirer l'attention sur l'incertitude quant à l'impact de COVID-19 sur l'économie locale et sur la nouveauté du chemin à parcourir, comme l'ont souligné dans leur intervention à la clôture de l'événement **Pierre Martinot-Lagarde**, conseiller de l'OIT, et **Andrea Agostinucci**, conseiller du PNUD pour le développement économique local, "L'impact de cette crise est sans précédent, la pauvreté augmente, les emplois sont menacés et les entreprises se trouvent dans des situations difficiles".

Ressources

Las presentaciones realizadas por las ciudades durante esta experiencia de aprendizaje en vivo están disponibles [aquí](#). La plataforma [Ciudades para la Salud Global](#), facilitada por Metropolis, es un depósito activo de las iniciativas de otros gobiernos locales y regionales para enfrentar la crisis del COVID-19. Para obtener más información, consulte los recursos relacionados que se comparten a continuación:





Les présentations faites par les villes au cours de cette expérience d'apprentissage en direct sont disponibles [ici](#). La plateforme [Villes pour la santé mondiale](#), facilitée par Metropolis, est un dépôt actif d'autres initiatives des collectivités locales et régionales pour faire face à la crise du CRDI-19. Pour plus d'informations, voir les ressources connexes partagées ci-dessous :

- [Décalogue de CGLU pour l'après COVID-19](#)
- Observatoire de l'OIT: [le COVID-19 et le monde du travail. Troisième édition](#)
- [Messages clés des gouvernements locaux sur le développement économique et social local](#)
- Le tourisme et son impact sur la vie culturelle dans les villes: [Informe de la Rapport de la Commission de culture de CGLU](#)
- [Mesures prises par le gouvernement métropolitain de Séoul](#)
- [Cinquième Forum mondial du développement économique local](#)
- Mesures prises par la municipalité de [Gatineau](#)
- [Le cas de Preston : l'utilisation stratégique des marchés publics locaux et durables pour favoriser le développement économique local](#)
- [Mesures du conseil municipal de Séville contre COVID-19](#)
- [Plan de développement du district de Bogotá](#)
- Rapport politique de l'[UITP](#)

